



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 163

## **Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants**

---

### **Présentation**

**Présenté par**  
**M. Paul Gobeil**  
**Ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor**

---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants. Il a principalement pour objet de permettre à certains pensionnés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics de se voir appliquer les critères de mise à la retraite de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants.*

*Enfin, ce projet modifie cette loi pour permettre à certaines personnes qui reçoivent une pension le 25 juin 1986 d'effectuer un choix entre les bénéfices de la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants et ceux de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants.*

## Projet de loi 163

### Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (1986, chapitre 44) est modifiée par le remplacement de l'article 30 par le suivant:

«**30.** La personne visée à l'article 29 qui se prévaut du présent régime après le 30 juin 1987 et la personne dont la pension est devenue payable en vertu du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, du régime de retraite des enseignants ou du régime de retraite des fonctionnaires après le 25 juin 1986, auront droit à l'augmentation prévue à l'article 20 et, le cas échéant, à leurs prestations, dans les cas où cette augmentation ou ces prestations seraient devenues payables à compter du 26 juin 1986 en vertu de l'article 29, à compter, selon le cas, de la plus récente des dates suivantes:

1° la date qui précède d'au plus 12 mois la date de la réception de la demande;

2° la date de la sécularisation;

3° la date à laquelle la pension est devenue payable.

Dans le cas où cette personne a acquis droit à sa pension en vertu de l'un des régimes de retraite visés au premier alinéa en raison du fait qu'elle avait acquis le droit à une pension à titre de député de l'Assemblée nationale, l'augmentation prévue à l'article 20 est payable

à compter du soixante-cinquième anniversaire de naissance de cette personne si elle n'a pas 65 ans à la date la plus récente retenue en vertu du premier alinéa.

Dans ces cas, le calcul des prestations doit être établi eu égard à l'âge de la personne à la date retenue en vertu du premier alinéa ou, le cas échéant, à la date du soixante-cinquième anniversaire de naissance par application du deuxième alinéa. ».

**2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 30, du suivant :

« **30.1** Aux fins de l'application des articles 29 et 30, la personne dont la pension est devenue payable en vertu du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et qui, compte tenu des années et parties d'année qui donnent droit à l'augmentation prévue à l'article 20 et compte tenu de son âge lors de sa cessation de fonction, répond à l'un des critères visés à l'article 19, a droit au lieu de la pension qu'elle reçoit à une pension calculée conformément à la section I du présent chapitre. Cette pension doit être calculée comme si cette section avait été en vigueur à la date à laquelle la pension qu'elle reçoit lui est devenue payable. Toutefois le présent alinéa ne s'applique pas à cette personne si elle avait acquis droit à sa pension en raison du fait qu'elle avait acquis le droit à une pension à titre de député de l'Assemblée nationale.

La personne n'aura droit à la nouvelle pension qu'à l'égard des versements qui lui sont payables après le 25 juin 1986 ou, s'il s'agit d'une personne visée à l'article 30, à la date où l'augmentation prévue à l'article 20 devient payable à cette personne en vertu de l'article 30. ».

**3.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 44, du suivant :

« **44.1** Aux fins de l'application de l'article 44, la personne qui reçoit une pension en vertu du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et qui, compte tenu des années et parties d'année qui donnent droit à l'augmentation prévue à l'article 20 et compte tenu de son âge lors de sa cessation de fonction, répond à l'un des critères visés à l'article 19 a droit au lieu de la pension qu'elle reçoit à une pension calculée conformément à la section I du chapitre V. Cette pension doit être calculée comme si cette section avait été en vigueur à la date à laquelle la pension qu'elle reçoit lui est devenue payable.

Le premier alinéa s'applique à l'établissement du montant de la pension du conjoint visé aux articles 42 et 44 si cette pension est versée en vertu du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics. ».

**4.** L'article 48 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**48.** Le deuxième alinéa de l'article 42 et les articles 44 à 46 ne s'appliquent que si, le 26 juin 1986 ou, dans le cas de l'article 45, à la date où le montant deviendra payable, le montant ainsi calculé est supérieur à celui qui était payable le 25 juin 1986 ou, selon le cas, à la date où il deviendra payable, conformément à la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants. Toutefois, dans le cas de l'application de l'article 44.1, les articles 42 et 44 ne s'appliquent que si le montant ainsi calculé augmenté du montant de la nouvelle pension établie en vertu de l'article 44.1 est supérieur aux montants qui étaient payables le 25 juin 1986. ».

**5.** L'article 49 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**49.** Si le montant calculé en vertu du deuxième alinéa de l'article 42 et en vertu des articles 44 et 46 augmenté, le cas échéant du montant de la nouvelle pension établie en vertu de l'article 44.1 est plus avantageux au sens de l'article 48, ce montant et cette nouvelle pension ne sont dûs qu'à l'égard des versements payables après le 25 juin 1986. ».

**6.** L'article 50 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**50.** Les personnes visées aux premiers alinéas des articles 44, 45 et 46 qui, le 25 juin 1986, recevaient des prestations en vertu de la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants conformément au choix qu'elles avaient exercé en vertu de l'article 18 de cette loi, peuvent, malgré l'article 48, choisir de recevoir le montant calculé en vertu de ces articles ou les prestations qu'elles recevaient le 25 juin 1986.

Si la personne n'a pas signifié son choix à la Commission avant le 1<sup>er</sup> juillet 1987, l'article 48 s'applique.

Dans le cas où la personne choisit de recevoir le montant calculé en vertu des articles 44, 45 ou 46, le choix qu'elle avait exercé en vertu de l'article 18 de la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants est annulé et l'article 32 de la présente loi s'applique à ce montant. ».

**7.** L'article 52 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **52.** La Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants (L.R.Q., chapitre P-32.1) cesse d'avoir effet à compter du 26 juin 1986 sauf les articles 17 et 19 à 21 qui continuent de s'appliquer dans tous les cas où le montant payable en vertu de cette loi est plus avantageux au sens de l'article 48 de la présente loi et dans tous les cas où la personne a choisi de recevoir, en vertu de l'article 50 de la présente loi, les prestations qu'elle recevait le 25 juin 1986. Dans ces cas, si la personne a exercé un choix en vertu de l'article 18 de la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants, les articles 20 et 21 de cette loi continuent de s'appliquer conformément à la modalité choisie en vertu de cet article 18. Dans les cas où la personne qui a exercé un choix en vertu de cet article 18 est décédée avant le 26 juin 1986, le montant payable au conjoint ou, selon le cas, au bénéficiaire qui est le montant le plus avantageux au sens de l'article 48 de la présente loi, continue d'être payé selon la modalité choisie en vertu de l'article 18 de la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants. ».

**8.** Cette loi est modifiée par le remplacement des mots « atteint l'un des critères » par les mots « répond à l'un des critères » partout où ils se trouvent aux articles 29 et 43, compte tenu des adaptations nécessaires.

**9.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) et a effet depuis le 26 juin 1986.